

Honduras : un coup d'Etat pour empêcher la convocation de l'Assemblée constituante

Manifestations de masse à Tegucigalpa et dans toute l'Amérique latine en soutien au peuple hondurien.

DIMANCHE 28 juin 2009, deux heures avant une consultation populaire autorisant le président de la République, Manuel Zelaya, à convoquer une Assemblée constituante, l'état-major de l'armée hondurienne a organisé un coup d'Etat, séquestré le président ainsi que sa femme et les ont expulsés du pays. Le président du Congrès, Roberto Micheletti, marionnette aux mains de l'armée et de l'oligarchie, a été nommé « président intérimaire ».

Depuis l'annonce de la convocation de la consultation populaire, l'oligarchie hondurienne, liée aux grandes multinationales et à l'ambassade américaine, ainsi que l'état-major de l'armée formé à l'École des Amériques, aux Etats-Unis, n'avaient cessé de comploter pour empêcher qu'elle se tienne. Ils ont finalement recouru

au coup d'Etat. Face à l'armée et à l'oligarchie, les manifestations de masse se succèdent depuis une semaine à Tegucigalpa, la capitale, et dans tout le pays.

Par la voix de son porte-parole, Angel Alvarado, le Bloc populaire syndical, qui rassemble les principaux syndicats du Honduras, a appelé à la grève générale pour exiger la restitution du pouvoir au président élu.

C'est un fait que, depuis un siècle, le Honduras n'a jamais connu un seul gouvernement véritablement démocratique et national capable de prendre des mesures indépendantes de l'impérialisme et des multinationales, notamment de la banane, qui contrôlent la plus grande partie de la production du pays. L'oligarchie hondurienne et les institutions issues de la Constitution de 1982 dictée par

Ronald Reagan n'étaient, comme dans aucun autre pays, que de simples instruments de l'ambassade américaine.

Au-delà des formes qu'a prises au Honduras le combat pour la Constituante, il s'identifie aux aspirations de la majorité des travailleurs et des paysans de ce pays, qui cherchent à se débarrasser de l'oligarchie, du pouvoir des multinationales, et à se réapproprier leurs ressources naturelles, et notamment la propriété de la terre.

C'est le même combat dans lequel se reconnaissent les différents peuples qui luttent sur tout le continent américain et dans le monde entier pour la renationalisation ou le maintien de la nationalisation des entreprises pétrolières, minières et stratégiques, pour de véritables réformes agraires, pour les conquêtes sociales et démocratiques.

J.-P. RAFFI ■

L'armée tire sur une foule de 100 000 personnes rassemblées à l'aéroport

DESTITUÉ par un coup d'Etat de l'armée et expulsé manu militari du pays, Manuel Zelaya, le président élu du Honduras, avait annoncé son intention de rentrer à Tegucigalpa, la capitale hondurienne, malgré l'ordre d'arrestation lancé contre lui par les putschistes. L'avion dans lequel il avait pris place a été empêché d'atterrir par l'armée, qui avait déployé à cet effet des chars sur les pistes de l'aéroport.

Au même moment, l'armée tirait sur la foule de plus de 100 000 personnes rassemblées devant l'aéroport pour accueillir le président élu. On compte plusieurs morts et des dizaines de blessés.

Sitôt accompli le coup d'Etat, le « nouveau gouvernement » a décrété l'état de siège pour tenter d'empêcher toute manifestation. En vain. Chaque jour, des dizaines de milliers de personnes manifestent dans les rues de Tegucigalpa, bravant la présence des commandos de l'armée. Tandis que, dans toute l'Amérique latine, se sont succédés cette semaine des manifestations face aux ambassades du Honduras et des Etats-Unis.

La "médiation" proposée par l'OEA...

M. Zelaya s'est entretenu dans la nuit de dimanche avec le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), José Miguel Insulza, la présidente argentine, Cristina Kirchner, ainsi que ses homologues équatorien Rafael Correa, salvadorien Mauricio Funes et paraguayen Fernando Lugo. « Nous allons continuer à rechercher tous les moyens diplomatiques possibles pour rétablir le président Zelaya », a souligné M. Insulza dans un appel à la « médiation », plaçant de fait les parties sur un pied d'égalité, appel qui a peu de chance d'être entendu. Les militaires ont dès le début fait savoir qu'ils refusaient toute médiation.

Quant aux milliers de travailleurs et de jeunes honduriens mobilisés depuis une semaine contre le coup d'Etat, ils n'exigent qu'une seule chose : respect de la souveraineté populaire, à bas le coup d'Etat, Assemblée constituante ! Rappelons que les militaires ont organisé le coup d'Etat



Tegucigalpa (Honduras), le 4 juillet : les soldats et la police nationale bloquent un boulevard de la capitale que les partisans du président Manuel Zelaya voulaient emprunter pour leur manifestation. (Photo AFP)

pour empêcher la tenue de la consultation populaire à propos de la convocation de l'Assemblée constituante.

Les citoyens honduriens étaient appelés à répondre à la question : « Etes-vous partisans que lors des élections du 29 novembre la question de la convocation de l'Assemblée constituante soit posée ? »

Un ballon d'essai du gouvernement américain ?

Il est de plus en plus évident que l'administration américaine était au courant qu'un coup d'Etat allait avoir lieu. Ce n'est pas seulement du fait de la présence ostensible des Etats-Unis dans ce pays (base militaire à Palmerola, par exemple), mais parce que l'ambassade américaine a des rapports publics avec l'institution militaire.

Ainsi, la journaliste américaine Eva Gollinger a rapporté que l'ambassadeur américain à Tegucigalpa, Hugo Llorens, avait rencontré à trois reprises les militaires putschistes avant le dimanche 28.

J.-P. R. ■

Syndicats et organisations populaires réagissent par la grève générale

La Constitution hondurienne reconnaît le droit légitime du peuple travailleur de se rebeller.

LES trois confédérations syndicales du Honduras, le Bloc Populaire et les centrales syndicales paysannes ont appelé à la grève générale pour défier l'état de siège décrété par le « président intérimaire », Roberto Micheletti.

Ils exigent des forces armées du Honduras qu'elles cessent les persécutions contre les militants politiques et syndicaux, et tous les citoyens qui, depuis une semaine, manifestent dans les rues du pays contre le coup d'Etat.

Dans une note publique, le Conseil civique des organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH) dénonce la présence des chars et des hélicoptères de l'armée autour du palais présidentiel, à Tegucigalpa, dans les rues de laquelle sont descendus depuis une semaine des dizaines de milliers de manifestants.

Le comité de coordination des organisations paysannes a qualifié le coup d'Etat d'« action désespérée de l'oligarchie nationale et de la droite pour préserver les intérêts du capital, et

notamment ceux des grandes entreprises multinationales ».

La CUT du Brésil, la CGTP du Pérou, la PIT-CNT d'Uruguay, la CUT du Chili..., toutes les organisations ouvrières et populaires d'Amérique latine ont condamné et organisé des manifestations contre le coup d'Etat. La Centrale ouvrière bolivienne (COB), réunie à La Paz en assemblée plénière nationale, s'est déclarée solidaire des travailleurs et du peuple honduriens. Elle appelle à une marche nationale « pour la défense de la démocratie » et contre « le coup d'Etat fasciste d'origine impérialiste ».

Au Nicaragua, voisine du Honduras, la centrale syndicale dénonce l'action des putschistes, qui « ouvre la voie à la confrontation et à la violence dans le pays », et rappelle que la Constitution hondurienne garantit « à ses citoyens le droit de désobéir et de se rebeller contre ceux qui prétendent aujourd'hui s'emparer du pouvoir par un coup d'Etat militaire ».

Le président fantoche, Roberto Micheletti, "compte sur M^{me} Clinton pour faire avancer le dialogue"

CONFIRMANT par là même indirectement les contacts étroits qui ont précédé le coup d'Etat militaire entre l'administration américaine et les putschistes qui ont chassé Manuel Zelaya, le président élu du Honduras, le « président » fantoche, Roberto Micheletti, compte aujourd'hui sur la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton. Une dépêche de l'AFP (6 juillet 2009) rapporte ainsi ses propos : « Nous soutenons la tentative de la secrétaire d'Etat Clinton pour faire avancer le dialogue dans cette situation », a-t-il déclaré à la veille de l'entretien que celle-ci doit avoir à Washington avec le président destitué. « J'espère que la secrétaire d'Etat Clinton confirmera à M. Zelaya que la démocratie et la sécurité sont aussi importantes pour les Etats-Unis que pour nous-mêmes », a-t-il ajouté.



M. Zelaya « doit rendre des comptes pour son inconstitutionnalité et d'autres actions illégales », a-t-il insisté.

Le nouveau « chef de l'Etat », désigné par les nouvelles autorités du Honduras, a envoyé lundi soir une délégation à Washington afin d'y expliquer à « des législateurs » que la destitution de Manuel Zelaya n'était pas « un coup d'Etat », mais une « succession constitutionnelle ». C'est la version que les autorités s'emploient à faire accepter à la communauté internationale depuis le 28 juin. ■

POI PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT

"Non au coup d'Etat militaire ! Soutien aux travailleurs et au peuple honduriens"

Alors que le président du Honduras, Manuel Zelaya, s'appretait à organiser une consultation populaire en vue de la convocation d'une Assemblée constituante, l'état-major de l'armée a organisé un coup d'Etat et l'a expulsé du pays.

A bas le coup d'Etat ! Soutien au peuple hondurien mobilisé pour défendre sa souveraineté et la démocratie.

Des dizaines de milliers de travailleurs et jeunes ont, dès le premier jour, manifesté contre le coup d'Etat militaire, exigeant le retour du président élu. Plus de 100 000 étaient rassemblés dimanche pour saluer le retour de M. Zelaya, dont l'avion a été finalement empêché d'atterrir par le déploiement de chars occupant les pistes de l'aéroport de Tegucigalpa. L'armée a tiré sur la foule. On compte plusieurs morts et des dizaines de blessés.

Le Bloc populaire, qui rassemble les principaux dirigeants syndicaux du pays, a appelé à la grève générale pour défendre la démocratie.

Tous les gouvernements d'Amérique latine ont de leur côté condamné le coup d'Etat.

Le président Obama a fait savoir par la voix de M^{me} Clinton, sa secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, qu'il « ne reconnaissait pas d'autre gouvernement que celui de M. Zelaya ». Cependant, la presse a révélé que l'ambassadeur des Etats-Unis s'était entretenu avec des représentants de l'état-major hondurien trois jours avant le coup d'Etat.

Pour le Parti ouvrier indépendant, le combat du peuple hondurien pour la défense de la démocratie et de la souveraineté nationale rejoint le combat des peuples sur le continent américain qui luttent pour leur propre souveraineté, pour le maintien ou la renationalisation de leurs ressources énergétiques, minières et stratégiques, pour de véritables réformes agraires et pour les conquêtes sociales et démocratiques.

Le POI se prononce pour l'unité la plus large contre le coup d'Etat militaire, pour le rétablissement de la démocratie et le droit indéfectible du peuple hondurien à disposer de lui-même !

Paris, le 8 juillet 2009